

Arrêté préfectoral n° BE-2025-12-12

du 31 DEC. 2025

**levant la mise en demeure prise à l'encontre de la société PAPREC AGRO
située 5857 route de la Roche Noire – Le Petit Clos – 24800 SAINT-PAUL-LA-ROCHE**

**La préfète de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-8, L.514-5, R.512-55 à R.512-60 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 juin 2009 autorisant la société Action Environnement Services (A.E.S.) située au lieu-dit Le Petit Clos à SAINT-PAUL-LA-ROCHE pour l'exploitation d'une installation de fabrication de compost, et des installations de préparation de biomasse et de granulation de sciure ;

Vu le changement de dénomination sociale du 8 août 2018 de la société A.E.S. en PAPREC AGRO ;

Vu l'arrêté préfectoral n°BE-2024-10-04 du 16 octobre 2024 portant mise en demeure à l'encontre de la société PAPREC AGRO de réaliser des campagnes d'analyse des substances PFAS et de les transmettre via la plateforme GIDAF ;

Vu les rapports des campagnes d'analyse des substances PFAS transmis, le 14 novembre 2024, à l'inspection des installations classées via la plateforme GIDAF ;

Vu la visite d'inspection réalisée le 18 mars 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 12 mai 2025 ;

Considérant que le préfet de département est le représentant de l'État qui a l'autorité administrative sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant avait été mis en demeure, par arrêté préfectoral n°BE-2024-10-04 du 16 octobre 2024 de réaliser une recherche de PFAS dans les eaux industrielles et de transmettre les résultats à l'inspection des installations classées via la plateforme GIDAF ;

Considérant que l'exploitant a réalisé les campagnes de recherche et a transmis les résultats d'analyse ;

Considérant que les obligations fixées par l'arrêté préfectoral n°BE-2024-10-04 du 16 octobre 2024 susvisé sont dès lors satisfaites ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

ARRÊTE

Article 1 – Levée de la mise en demeure

L'arrêté préfectoral n° BE-2024-10-04 du 16 octobre 2024 mettant en demeure la société PAPREC AGRO, dont le siège social est situé 7 rue du Docteur Lancereaux – 75008 PARIS, exploitant des installations de fabrication de compost et préparation de biomasse et de granulation de sciure sis 5857 route de la Roche Noire – 24800 SAINT-PAUL-LA-ROCHE, de réaliser 3 campagnes d'analyses de substances PFAS et de transmettre les résultats commentés par voie électronique à l'inspection des installations classées, prévue par les articles 4-II et 4-III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, est abrogé.

Article 2 – Publication

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Dordogne pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux, situé 9 rue Tastet – CS 21490 – 33000 BORDEAUX, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par la société PAPREC AGRO, dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible via le site internet « www.telerecours.fr ».

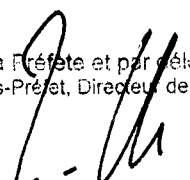
Article 4 – Notification et exécution

Le présent arrêté sera notifié à M. Cédric EVRARD, directeur d'agence de la société PAPREC AGRO.

Le secrétaire général de la Dordogne, le sous-préfet de l'arrondissement de Nontron, le maire de la commune de SAINT-PAUL-LA-ROCHE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine (DREAL N-A), l'inspection des installations classées de l'unité bi-départementale Dordogne – Lot-et-Garonne de la DREAL N-A, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont une copie leur sera notifiée.

Périgueux, le 31/12/2025
La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet


Marin LASSALLE